

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE
Bureau des procédures environnementales
N° 20120152

ARRÊTE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite*

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1997.118 du 2 décembre 1997 autorisant la société COFELY à exploiter une installation de cogénération au gaz naturel sur le territoire de la commune de VARANGÉVILLE dans l'enceinte de l'usine SOLVAY CARBONATE France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007.137 du 22 février 2008 complétant et modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1997.118 du 2 décembre 1997 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine en date du 30 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a constaté lors de la visite de contrôle de l'unité de cogénération exploitée par la société COFELY sur le territoire de la commune de VARANGÉVILLE dans l'enceinte de l'usine SOLVAY CARBONATE France, effectuée le 6 novembre 2012, l'absence de bouche incendie et de R.I.A à proximité de cette installation de combustion ;

CONSIDERANT qu'ainsi les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site sont insuffisants et ne respectent pas les dispositions fixées à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1997.118 du 2 décembre 1997 ;

CONSIDERANT que le non-respect de cette disposition est de nature à porter des préjudices aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT en outre que les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site ne sont pas conformes aux conditions ayant conduit le Préfet à délivrer l'autorisation d'exploiter l'unité de cogénération ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle 1, rue Préfet Claude Erignac – Co 60031 – 54038 NANCY CEDEX ..!...
Téléphone : 03 83 34 26 26 Fax : 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte Catherine 54000 NANCY

Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

ARRÊTE

Article 1^{er} : Portée de l'injonction préfectorale

La société COFELY est mise en demeure, pour la poursuite d'exploitation de l'unité de cogénération fonctionnant au gaz naturel implantée sur le territoire de la commune de VARANGÉVILLE dans l'enceinte de l'usine SOLVAY CARBONATE France, de respecter les prescriptions fixées à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral n° 1997.118 du 2 décembre 1997 modifié autorisant et encadrant le fonctionnement de cette installation de combustion, **dans le délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, en complétant les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site par l'installation d'une bouche d'incendie et d'un R.I.A à proximité de l'unité de cogénération.

Article 2 - Sanctions administratives

Faute pour la société COFELY de se conformer à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, indépendamment d'éventuelles poursuites pénales.

Article 3 - Recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de NANCY. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente mise en demeure a été notifiée.

Article 4 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la société COFELY de VARANGÉVILLE

et dont une copie sera adressée au maire de VARANGÉVILLE

NANCY, le 14 DEC. 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY